

L'aménagement des banlieues

et le quotidien des femmes actives

PAR DENISE ROY

Les premières banlieues sont apparues vers la fin du 19^{ème} siècle aux Etats-Unis et au Canada, le développement du capitalisme industriel constituant le moteur de ce mode d'organisation de l'espace, divisé en zones pour la vie publique et le travail rémunéré et en zones pour la vie privée et le travail domestique. Les zones suburbaines ont été pensées et aménagées en fonction de la présence des femmes au foyer durant la journée. Toute une idéologie et un savoir-faire se sont développés autour de cet espace réservé à la vie domestique et ce sont les femmes qui, de par leur fonction de perpétuation de la vie, se sont vues confinées aux tâches reliées à la vie domestique. Bref, quel que soit le modèle proposé par les théoriciens, penseurs, utopistes ou planificateurs autour de cette sphère, tous intègrent les stéréotypes basés sur le sexe et acceptent comme naturelle l'exclusion des hommes de la sphère domestique.¹ Ce modèle de femme au foyer, qui a inspiré les planificateurs des premières banlieues, ne coïncide absolument plus avec ce que la majorité des femmes vivent aujourd'hui. Célibataires, mariées, divorcées ou veuves, chefs de famille monoparentale ou vivant avec un conjoint, elles ont envahi le marché du travail, à plein temps ou à temps partiel, et se retrouvent avec d'autres rôles sociaux à jouer et un horaire serré pour accomplir toutes les tâches reliées à leurs nouvelles obligations.

Cette nouvelle réalité m'a amenée à effectuer une recherche qualitative dans le but de cerner et d'analyser le rapport de femmes actives à l'espace suburbain (la banlieue de Saint-Hubert au Québec) en tenant compte de l'usage spécifique qu'elles font des différentes composantes de l'infrastructure suburbaine et ce, en regard des tâches ménagères et des soins aux enfants. Comment les femmes actives et mères de jeunes enfants vivent-elles au quotidien l'éclatement de l'espace et la spécialisation des activités? Comment organisent-elles leur espace-temps dans un environnement pensé en fonction du modèle familial traditionnel? J'ai répondu à ces questions dans mon mémoire de maîtrise en sociologie et je me propose, dans cet article, de résumer l'essentiel des résultats.

Ce qui caractérise la majorité des banlieues nord-américaines de la fin du 20^{ème} siècle, c'est leur faible densité résidentielle et

la ségrégation fonctionnelle de l'utilisation de l'espace. Situés en périphérie des grands centres urbains, les secteurs résidentiels et commerciaux des banlieues sont reliés aux lieux d'emploi et de services par des autoroutes. Cela signifie, pour la majorité des résidents des zones suburbaines, de devoir effectuer de nombreux déplacements quotidiens pour se rendre au travail ou accomplir toute activité reliée à la vie domestique.

Cependant, lorsque l'on compare les banlieues américaines, canadiennes et québécoises, il ressort qu'il existe plus d'un modèle de développement de banlieue. A titre d'exemple, des différences notables apparaissent entre les banlieues américaines et québécoises en ce qui a trait à l'infrastructure des services et équipements, souvent peu développée ou inexistante aux Etats-Unis, comme le transport en commun. De plus, la densité résidentielle est plus élevée dans la plupart des banlieues québécoises comparativement aux banlieues américaines de type traditionnel, surtout à cause de la diversité des types de résidences. Au Québec, en plus des unifamiliales, on construit des duplex, des triplex et des "walk up"² en banlieue. En outre, selon que l'étape d'urbanisation est récente ou ancienne, la banlieue québécoise peut offrir toute une gamme de services, une diversité de types de logements et un



Ce qui caractérise la majorité des banlieues nord-américaines de la fin du 20^{ème} siècle, c'est leur faible densité résidentielle et la ségrégation fonctionnelle de l'utilisation de l'espace.

espace où les fonctions commerciale, culturelle et même industrielle se retrouvent et cela, à proximité des zones résidentielles, procurant à la municipalité une indépendance relative face aux grands centres urbains (ex. Rock Forest et Fleurimont à proximité de Sherbrooke). Notons que les immenses étendues de bungalows, telles qu'on les voit dans les banlieues américaines et certaines banlieues canadiennes, à Toronto par exemple, ne correspondent pas aux dimensions de la banlieue de Saint-Hubert, ni de la majorité des banlieues du Québec.

Le terrain de recherche: une jeune banlieue à proximité de Montréal

La banlieue de Saint-Hubert que j'ai choisie comme terrain pour effectuer ma recherche est située sur la rive sud du fleuve Saint-Laurent, à une dizaine de kilomètres de l'île de Montréal. Deux raisons ont motivé mon choix à savoir l'étape d'urbanisation de

cette banlieue et la composition de sa population. Saint-Hubert est une ville jeune en termes de rapidité de sa croissance et d'âge de ses résidents. Entre 1971 et 1981, sa population a augmenté de 65 pour cent, passant de 36 835 à 60 575 habitants.³ De plus, une grande portion du territoire de Saint-Hubert n'est pas encore exploitée, soit presque 60 pour cent. Par ailleurs, la population de cette municipalité répondait aux types de ménages que je recherchais, soit des ménages familiaux ayant des revenus moyens et bas, et un taux croissant de l'activité des femmes.⁴

Les résultats de ma recherche

Malgré les exigences de leur emploi du temps, la plupart des femmes que j'ai rencontrées apprécient la vie de banlieue, d'autres s'en accommodent à cause des enfants. L'isolement que certaines mentionnent, le sentiment de solitude que j'ai perçu lors des entrevues semblaient davantage reliés à la charge de travail exigée par le double rôle qu'au lieu de résidence. La banlieue n'est pas identifiée comme responsable de cet isolement: c'est plutôt l'ensemble des tâches et des responsabilités liées au rôle de mère et travailleuse qui est mis en cause. La place des femmes dans la famille, leur assignation prioritaire au bon déroulement des activités familiales les obligent souvent à mettre leurs désirs, quand ce n'est pas la réussite de leur carrière, au deuxième plan. Soulignons que même les femmes vivant avec un conjoint se voyaient comme premières responsables des soins et responsabilités liés au bien-être du ou des enfants. L'analyse des entrevues a mis en évidence que le partage des tâches n'est pas un acquis pour la majorité des couples et la place octroyée aux femmes sur le marché du travail ne leur permet pas, dans la majorité des cas, de se payer de l'aide pour les travaux ménagers.

Des rapports de bon voisinage

La majorité des répondantes privilégient leur habitat pour la qualité des relations humaines. Elles y trouvent un lieu de vie moins anonyme que celui offert par la ville et aussi plus sécurisant. On remarque que la légendaire monotonie attribuée à la banlieue est un élément surtout mentionné par les femmes au foyer. Celles que nous avons rencontrées ne parlaient pas d'ennui

mais surtout de manque de temps.

Une distinction très nette apparaît entre les deux groupes de femmes rencontrées: les femmes monoparentales semblent avoir développé davantage de rapports de voisinage et d'entraide avec les familles voisines ou du quartier que les ménages bi-parentaux. On se découvre des affinités avec une voisine ou avec un couple du voisinage, on échange des services, s'invitant à l'occasion pour prendre un café ou pour souper. Ces relations d'échange et d'amitié occupent maintenant une grande place dans la vie de ces femmes. Une répondante chef de famille monoparentale nous dit trouver moins d'intérêt à vivre dans son quartier depuis que le couple avec qui elle s'était liée



L'isolement que certaines mentionnent, le sentiment de solitude que j'ai perçu lors des entrevues semblaient davantage reliés à la charge de travail exigée par le double rôle qu'au lieu de résidence.

d'amitié a déménagé. Celle qui est en instance de divorce et qui craint de vendre sa maison parce qu'elle n'a pas les revenus suffisants pour racheter la part de son conjoint, va regretter davantage deux voisines et amies qui ont été d'un grand secours lors de sa séparation, que sa maison complètement rénovée et qu'elle adore par ailleurs. Ces témoignages ne surprennent pas. Il semble que les gens vivant seuls ont, de façon générale, un réseau social plus développé que ceux vivant en couple, qu'ils habitent la banlieue ou un quartier urbain. En outre, des recherches démontrent que les femmes qui sont dans un processus de séparation voient de moins en moins les couples qu'elles fréquentaient avec leur conjoint.⁵

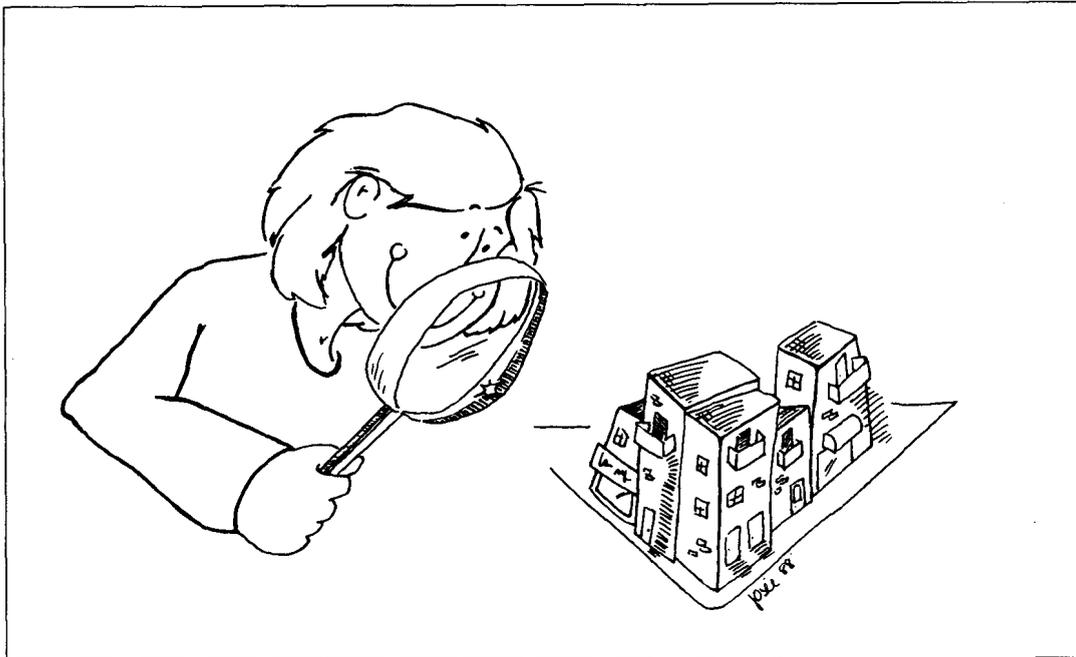
Quant aux femmes vivant en couple, une seule connaît presque tous les voisins et fréquente certaines familles de façon régulière en compagnie de son mari. Les

autres femmes mentionnent qu'elles fréquentent peu leurs voisins, soit parce que ceux-ci sont trop âgés, soit parce qu'elles n'ont pas le temps ou bien craignent d'être envahies le peu de temps où elles sont à la maison. Alors on se salue, on échange des outils à l'occasion, on surveille la maison du voisin lorsqu'il quitte pour les vacances estivales mais pas plus, pas trop. Le manque de temps pour soi, que plusieurs soulignent sans cesse au cours des entretiens, semble expliquer un certain isolement, voulu dans certains cas, ou subi en ce qui concerne celles qui déplorent que les membres des familles du voisinage soient beaucoup plus âgés qu'elles. Une mobilisation de parents pour empêcher la fermeture d'une école de quartier, surtout si leurs enfants la fréquentent, ou un regroupement de citoyens pour modifier un règlement de zonage, semblent constituer les seules occasions de rencontrer des voisins ou des gens du quartier. Hormis de telles occasions, ces femmes n'ont pas ou ne prennent pas le temps d'établir des réseaux de sociabilité avec leurs voisins. Elles vont au plus urgent: "on essaie de passer à travers chaque journée et il faut les prendre une à une."

De l'espace, de la tranquillité et des arbres!

La recherche d'espace et de tranquillité, d'un environnement agréable pour les enfants, et bien sûr pour les parents, de "grands espaces verts, d'un habitat mi-ville, mi-campagne," toutes ces expressions reviennent sans cesse au cours des entrevues. On les utilise pour parler du choix de la Rive-Sud comme lieu de résidence, ou spécifiquement de la banlieue de Saint-Hubert, ou bien, pour identifier ce qu'on aime le plus dans la vie de banlieue, dans son quartier, ou bien ce qu'on aime le moins, c'est-à-dire l'absence de ces éléments. La publicité faite autour de la vie de banlieue utilise fréquemment ces images pour vendre "un mode de vie" ou tout au moins, vendre la résidence de banlieue et ces éléments faisaient partie, entre autres, des attentes des femmes que nous avons rencontrées.

Les attentes et les demandes en ce qui concerne l'espace sont de deux niveaux. Premièrement on recherche une impression de campagne où la tranquillité tient une large place. En second lieu et de façon



en banlieue comme ceux du centre-ville car elles n'apprécient guère l'achalandage des commerces les jeudi et vendredi soir, ni le fait de passer le samedi à faire des courses.

Faire garder son enfant: un casse-tête angoissant!

Nous avons pensé que les déplacements seraient au coeur des problèmes des femmes de banlieue. Or ce n'est pas le cas: c'est la garde des enfants qui constitue un problème majeur, que ces femmes habitent seules ou avec un conjoint, indépendamment de l'âge des enfants.

plus pratique, il y a une demande pour des espaces collectifs, des parcs avec équipements sportifs et culturels pour les enfants, avec des aires de repos et de rencontre pour les adultes.

Une grande partie du territoire de Saint-Hubert est encore en friche et dans les zones récemment développées, l'impression de verdure et de campagne n'y est pas. Certaines répondantes critiquent l'absence de verdure dans leur quartier, dans leur banlieue tandis que d'autres s'en accommodent. Pour ces dernières, la municipalité fleurit les parcs et les principales artères, elle plante des arbres le long des avenues; elle aménage selon les budgets disponibles. La recherche d'un espace mi-ville, mi-campagne qui a pu motiver le choix de la banlieue au départ acquiert une seconde place au cours des années en ce qui concerne une partie des répondantes. La situation semble paradoxale mais nous apparaît riche de significations. Entre l'image idéale de la vie de banlieue, celle que l'on retrouve dans les pages publicitaires des grands quotidiens pour vendre la résidence de banlieue, ou dans la représentation que s'en fait notre imaginaire, et l'image réelle de la vie de banlieue telle que vécue dans le quotidien par ces femmes, se trouvent très présentes et très exigeantes les conditions de conciliation de leur vie professionnelle et familiale. Petit à petit, ces conditions font oublier l'idéal rêvé ou tout au moins, cet aspect devient moins prioritaire dans le quotidien des femmes. Pour certaines, il est reporté à un déménagement futur dans une banlieue plus verte.

Des services à proximité

La banlieue idéale devrait fournir la totalité des services relatifs à la vie domestique. N'a-t-elle pas été conçue pour cela! Les fonctions assignées aux femmes du fait de leur responsabilité dans la reproduction sociale les amènent à utiliser plus souvent que les hommes l'environnement local. Dans la majorité des cas, ce sont elles qui conduisent les enfants chez la gardienne, à la garderie ou à l'école et les ramènent à la maison le soir; ce sont les principales utilisatrices des commerces et services de leur quartier, qu'il s'agisse du dépanneur, du nettoyeur ou de la bibliothèque municipale.

Il semble que les commerces et les services soient bien répartis sur le territoire de Saint-Hubert et en nombre suffisant. Les magasins d'alimentation à grande surface, les dépanneurs, les nettoyeurs et les pharmacies se trouvent à proximité, sur le boulevard Taschereau et la Montée Saint-Hubert entre autres. Même si on peut s'y rendre à pied dans certains cas, l'automobile simplifie les déplacements avec les enfants.

Quelques répondantes se plaignent des heures d'ouverture de certains services de quartier, tel le cordonnier du coin ou le nettoyeur, dont l'horaire est calqué sur le 9 à 5 des travailleuses. Elles utiliseront les services situés à proximité de leur lieu de travail, surtout si leur emploi est localisé au centre-ville. La plupart des répondantes sont en faveur de la prolongation des heures d'ouverture des commerces situés

En effet, on ne prévoit pas encore de garderies dans les nouveaux aménagements, nous dit le responsable du service d'urbanisme. Les places en garderie sont peu nombreuses à Saint-Hubert comme dans la majorité des autres banlieues du Québec, ainsi que les places de garde en milieu familial.

La plupart des répondantes ont dû essayer différents modes de garde avant de trouver ce qui convenait à l'enfant et à la mère. Avant tout, cela doit plaire à l'enfant, ensuite, convenir aux horaires de travail de la mère et enfin, si possible, être localisé de façon à minimiser les déplacements et satisfaire à la bourse du ou des parents. Pour plusieurs, ce sont des périodes d'angoisse, de perte de journées de travail qu'elles semblent assumer seules, la recherche de gardiennes étant une responsabilité dévolue aux femmes ou qu'elles-mêmes désirent assumer seules. Hélène "magasine" pour faire garder ses enfants de trois ans et demi et de trois mois en milieu familial et elle résume l'ambivalence des autres répondantes face au choix entre gardienne à la maison et garde en milieu familial.

On a songé à une gardienne à la maison parce qu'au niveau des coûts, ce n'est pas vraiment plus onéreux d'en avoir une à la maison que d'envoyer les enfants à l'extérieur. Mais si je veux que mes enfants aient la chance de jouer avec d'autres enfants, de partager avec d'autres, il faut que je choisisse un mode de garde à l'extérieur de la maison où il y a d'autres enfants. C'est une dimension qui est très impor-

tante dans mon choix. C'est plus facile si quelqu'un vient à la maison car je n'ai pas à les habiller, à les réveiller et à les faire manger en vitesse parce que je suis pressée.

Une garderie sur les lieux de travail semblerait une solution pour plusieurs d'entre elles mais, ou bien elles n'ont ni le temps, ni l'énergie pour la mettre sur pied — d'ailleurs pourquoi serait-ce leur responsabilité? Ou bien elles passent d'un emploi précaire à un autre sans possibilité de trouver une solution durable à ce problème. D'ailleurs, à l'arrivée d'un deuxième enfant, toutes les démarches sont à recommencer.

Il est important de spécifier que les garderies en banlieue, à l'encontre de certaines garderies en milieu de travail, ne peuvent répondre aux besoins des femmes actives qui ont des horaires irréguliers comme les infirmières, les serveuses, les vendeuses, etc., enfin toutes celles qui doivent souvent travailler le soir et les fins de semaine. Deux femmes monoparentales ont dû quitter leur emploi à cause des problèmes à trouver des gardiennes pour leurs enfants. Voici une situation qui est complexe mais qui n'est pas unique. L'une de ces femmes a dû retirer ses deux enfants de la garderie parce qu'elle arrivait souvent en retard à la fin de la journée, ces dernières ayant des sanctions onéreuses ou drastiques pour les retardataires. Son lieu de travail était éloigné de la garderie et son horaire de travail fixé selon le bon vouloir de son employeur. Ses enfants sont allés chez quelques gardiennes et finalement, elle a laissé son emploi parce que "la situation devenait invivable." Après quelques mois, une voisine a accepté de venir garder ses enfants à son domicile à la condition qu'elle puisse y amener ses propres enfants.

Des équipements récréatifs et davantage de surveillance pour les enfants

Les espaces collectifs et les équipements récréatifs sont des éléments de l'aménagement suburbain que les parents s'attendent à retrouver en banlieue. Même si plusieurs ont un terrain à l'arrière de la maison et l'ont aménagé pour que les enfants y jouent, les parcs avec équipements récréatifs sont recherchés pour que les enfants pratiquent des sports de groupe et rencontrent des amis de leur âge.

Les attentes des parents, en ce qui con-

cerne la sécurité de leurs enfants, que ce soit dans les parcs ou dans les établissements municipaux, paraissent en partie justifiées par cette image de la banlieue qui, si elle n'offre pas toujours de verts paysages, devrait au moins offrir la sécurité via des aménagements adéquats. A propos de la surveillance dans les parcs et des activités récréatives, quelques femmes ont exprimé des attentes pour une plus grande prise en charge des enfants de 7 à 15 ans par les services sportifs de la municipalité durant la période estivale. Offrir des activités récréatives bien structurées, des repas pour les enfants à l'heure du dîner même si les parents doivent en défrayer les coûts, engager plus de per-



Il est important de spécifier que les garderies en banlieue... ne peuvent répondre aux besoins des femmes actives qui ont des horaires irréguliers comme les infirmières, les serveuses, les vendeuses, etc.

sonnel pour assurer une surveillance plus vigilante, voilà le genre d'attentes des mères qui ont des enfants d'âge scolaire. Certaines de ces femmes ne bénéficient que de deux semaines de vacances estivales; elles souhaiteraient que leurs enfants puissent, malgré leur absence, profiter d'une structure plus créative que la télévision. Le fait de penser que leurs enfants passent leur journée à s'ennuyer ne fait qu'accroître leur inquiétude ou pire, leur sentiment de culpabilité.

Pour les femmes, des loisirs ou du temps libre!

Pour les femmes actives que nous avons rencontrées, les activités de loisirs prennent des significations et des formes différentes. Toutes s'entendent pour dire que la ville offre une variété d'activités aux adultes, à frais très modérés. Elles reçoivent le répertoire des activités et

savent que si elles désirent participer à une activité non inscrite dans ce répertoire, il est facile de la mettre sur pied pour la saison suivante.

Exception faite d'une répondante qui joue assidûment au ballon volant l'automne et l'hiver deux fois par semaine, aucune ne participait à une activité offerte au niveau municipal. Certaines s'étaient inscrites à des cours, à des activités de détente mais elles les avaient abandonnés avant la fin de la session par manque de temps ou d'énergie. L'activité qu'elles avaient "choisie" devenait petit à petit perçue comme "imposée" et perdait toutes sa dimension de détente et de loisir. Car "choisir une activité de loisir" signifie faire un investissement additionnel pour trouver du temps libre afin de pratiquer cette activité. Il semble que le travail domestique et professionnel exige tellement d'elles qu'il ne leur reste plus d'énergie pour ce genre d'activités. "L'idée de partir pour aller dans un centre de santé ou une piscine, c'est comme trop pour moi, je ne suis pas prête à faire cet effort," nous dit l'une d'entre elles. Rester à la maison le soir pendant que les enfants dorment, ne rien faire pendant quelques heures ou bien "lire le soir de 9 à 10 heures, une heure par jour à moi," récupérer, voilà l'activité que plusieurs privilégient.

Pour d'autres, le temps hors travail est un temps dont elles disposent pour faire en toute liberté ce qui ne leur est pas imposé, ce qui leur plaît. Certaines ont travaillé bénévolement à la garderie ou à l'école que fréquentait leur enfant ou encore pour un regroupement sportif auquel adhéraient leurs enfants. Cependant, cet engagement semble perçu comme une continuation de leur responsabilité parentale et non comme un loisir, même si elles y trouvent une gratification.

La banlieue... pour la vie?

Les répondantes privilégient, comme nous l'avons déjà mentionné, leur habitat en banlieue pour la qualité des relations humaines. Elles y trouvent un lieu de vie moins anonyme que celui offert par la ville et aussi plus sécurisant. L'idéologie développée autour du concept de la banlieue a traversé les décennies. On la décrivait comme étant un espace mi-urbain,

mi-rural, idéal pour consolider le noyau familial. Cette image, qui correspond également à une réalité, habite toujours l'inconscient collectif et explique en grande partie le choix encore populaire de la banlieue comme lieu de résidence.

Cependant certaines répondantes nous ont avoué qu'elles aimeraient, une fois leurs enfants adolescents, effectuer un retour à la ville. La vie suburbaine convient à leur situation actuelle, celle de mère de famille. On remarque que ces répondantes n'étaient pas natives de Saint-Hubert, ni de la Rive-Sud. Pour les femmes originaires de la banlieue de Saint-Hubert, leur projet est différent: certaines souhaitent vivre à Saint-Hubert toute leur vie, d'autres envisagent de migrer vers une banlieue plus verte mais toujours bien pourvue en services.

Ces femmes sont prêtes à bien des compromis pour sauvegarder le bien-être de leurs enfants et pour assurer une certaine stabilité à l'épanouissement de leur vie familiale. Le sentiment d'appartenance à la banlieue tient davantage, pour la majorité d'entre elles, à l'assurance que les besoins essentiels liés à la vie domestique et au bien-être des enfants seront comblés par une infrastructure de services adéquate.

La banlieue aménagée pour les femmes actives?

Les femmes que nous avons rencontrées courent après le temps! Elles le savent, le disent souvent et croient que c'est leur lot, leur destin parce qu'elles ont décidé de travailler à l'extérieur de leur maison tout en ayant des enfants. Nous espérons qu'elles suggèrent des modifications à l'aménagement de leur banlieue pour améliorer leurs conditions de vie. Elles mentionnent, fort humblement, certains besoins en ce qui concerne les enfants. De façon générale, elles adoptent davantage une attitude de débrouillardise que de revendication. Le temps manque, on règle chaque problème à court terme sans avoir le temps de penser à des stratégies à long terme. L'espace, les aménagements, l'infrastructure des services, tout semble immuable. Il est intéressant de souligner qu'elles manifestent davantage d'insatisfaction et réagissent plus rapidement en ce qui concerne les besoins touchant la vie de leurs enfants qu'en ce qui concerne l'absence de services pouvant

les affecter personnellement.

Les répondantes sont satisfaites de l'organisation de leur banlieue surtout en ce qui concerne les équipements liés à la consommation; les commerces et les services d'utilité courante sont localisés à proximité de leur lieu de résidence et sont en nombre suffisant. De plus, la banlieue de Saint-Hubert offre toute une gamme de loisirs sportifs ou de détente aux enfants et aux adultes et ce, à prix modéré, grâce, entre autres, au bénévolat et au dynamisme des parents. Là où les répondantes manifestent plus d'insatisfaction, c'est en matière de garde des enfants d'âge préscolaire et aussi, face à l'absence de prise en charge et de surveillance des enfants et



Le sentiment d'appartenance à la banlieue tient davantage, pour la majorité d'entre elles, à l'assurance que les besoins essentiels liés à la vie domestique et au bien-être des enfants seront comblés par une infrastructure de services adéquate.

adolescents par le service des loisirs durant les vacances estivales. Les responsables des loisirs sont au courant de ces problèmes et ils adoptent l'attitude suivante: dans le premier cas, c'est à l'Office des services de garde à l'enfance du Québec que revient la responsabilité en matière de garde des enfants et la municipalité n'a ni l'argent, ni le personnel pour s'occuper de ce dossier. Les citoyens de Saint-Hubert qui ont déjà élevé leurs enfants n'ont pas à payer pour ceux qui en ont aujourd'hui! Et en ce qui concerne la surveillance des enfants pendant la période estivale: "Pourquoi la ville devrait-elle contribuer à offrir ce genre de service quand les écoles ferment leur porte l'été alors qu'ils ont des locaux et les équipements pour offrir ce genre de service? En plus du système scolaire, il y a aussi les CLSC, les églises. "Pourquoi chacun ne ferait-il pas sa part?" demandent les responsables des loisirs.

Les propos de la majorité des responsables des services municipaux et parapublics mettent en évidence une absence de considération pour les activités relatives à la sphère domestique effectuées par les femmes, une négation de la valeur économique de leur travail.

Que les femmes fassent part de leurs besoins et revendiquent sur la scène municipale nous paraît essentiel. Les femmes se trouvent touchées de façon quotidienne par les décisions relatives à l'organisation de la vie urbaine mais paradoxalement, elles sont très souvent absentes ou exclues des processus de décisions. Elles doivent penser à une action concertée avec les différents organismes de la communauté, tant locaux qu'étatiques, pour s'assurer des services adéquats en ce qui concerne les services et équipements nécessaires au bien-être des enfants et du même coup, au bien-être de celles et ceux qui en ont la charge.

¹ Cette conception de la sphère domestique dessert, un siècle plus tard, les revendications des femmes dans leur lutte pour l'accès à l'équité au travail et l'équité entre conjoints.

² "Walk-up": maison à appartements avec une entrée principale, trois étages avec demi sous-sol habité et sans ascenseur.

³ Marcel Gaudreau et Martin Wexler, *Un projet de cohabitation séparée parents-enfants à Saint-Hubert*, étude préparée pour la SCHL, Montréal, 1986.

⁴ Pour plus de détails sur la banlieue de Saint-Hubert voir: Denise Roy, *De l'origine des banlieues au quotidien des femmes actives: le cas de Saint-Hubert au Québec*, mémoire de maîtrise, département de sociologie, Université du Québec à Montréal, chapitre III, Montréal, 1989.

⁵ Voir Viviane Leane, *La nouvelle monoparentalité féminine au Québec*, mémoire de maîtrise, département de démographie, Université de Montréal, Montréal, 1985 et aussi, Françoise Mondor, "Le rapport au logement chez les femmes chefs de famille monoparentale du Plateau Mont-Royal," *Note de recherches*, faculté de l'aménagement, Université de Montréal, Montréal, 1989.

Denise Roy est diplômée en géographie et en sociologie. Elle a participé activement aux travaux du Collectif Femmes et ville de Montréal.



Glendon College Department of Political Science

Applications are invited for an entry-level, tenure-track position at the rank of Assistant Professor in the field of Comparative Politics.

Qualifications: Fluent in English and French and ability to teach in both languages. Ph.D. in Political Science (or nearly completed), solid background and training in European Politics. Ability to teach in the area of Canadian Politics would be an asset.

Duties: Teaching at the undergraduate level and possibility of graduate teaching, research, and service to the University.

Salary: In accordance with the collective agreement and experience.

Date of appointment: July 1, 1991.

Application deadline: December 1, 1990.

Send curriculum vitae with the names of three referees, to Dr. Terry A. Heinrichs, Chairperson, Political Science Department, Glendon College, York University, 2275 Bayview Avenue, Toronto, Ontario, M4N 3M6.

York University is implementing a policy of employment equity, including affirmative action for women faculty. In accordance with Canadian immigration requirements, this advertisement is directed to Canadian citizens and permanent residents.



Glendon College Department of Psychology

Applications are invited for a full-time tenure-stream (early or mid-career) appointment at the rank of Assistant or Associate Professor.

Qualifications: Ph.D. in psychology. The preferred candidate will have expertise in psychobiology, quantitative methods, and/or cognitive psychology. Fluent in English and French and ability to teach and do research in both languages.

Duties: Teaching at the undergraduate level with possible future participation in graduate teaching, research, and service to the University.

Salary: In accordance with the collective agreement and experience.

Date of appointment: July 1, 1991.

Application deadline: December 15, 1990.

Send applications, including curriculum vitae and names of three referees, directly to Professor J. Crozier, Chairperson, Psychology Department, Glendon College, York University, 2275 Bayview Avenue, Toronto, Ontario, M4N 3M6.

York University is implementing a policy of employment equity, including affirmative action for women faculty. In accordance with Canadian immigration requirements, this advertisement is directed to Canadian citizens and permanent residents. This appointment is subject to final approval by the University.



Collège Glendon Département de science politique

Mise en concours d'un poste pouvant conduire à la permanence au rang de professeur(e) adjoint(e) dans le domaine de la politique comparée.

Conditions requises: Capacité d'enseigner en anglais et en français, doctorat en science politique (ou en voie d'achèvement), et solide formation en politique européenne. La capacité d'enseigner dans le domaine de la politique canadienne sera un atout supplémentaire.

Fonctions principales: Enseignement au niveau du 1er cycle et éventuellement au niveau des 2e et 3e cycles, recherches, et service à l'Université.

Salaire: Conforme à la convention collective et à l'expérience.

Date d'entrée en fonction: le 1er juillet 1991.

Date limite de candidature: 1er décembre 1990.

Envoyer curriculum vitae et le nom de trois répondants à M. Terry A. Heinrichs, Directeur, Département de science politique, Collège Glendon, Université York, 2275 Bayview Avenue, Toronto, Ontario, M4N 3M6.

L'Université York applique une politique d'équité en matière d'emploi et encourage les candidatures de professeurs. Conformément aux exigences d'Immigration Canada, cette annonce s'adresse aux citoyens canadiens et résidents permanents.



Collège Glendon Département de psychologie

Mise en concours d'un poste pouvant conduire à la permanence au rang de professeur(e) adjoint(e) ou agrégé(e).

Conditions requises: Doctorat en psychologie ou l'équivalent. Les candidats doivent maîtriser l'anglais et le français et être capables d'enseigner et de faire des recherches dans les deux langues. La préférence sera accordée au / à la candidat/e disposant de solides connaissances en psychobiologie, méthode quantitative ou psychologie cognitive.

Fonctions: Enseignement au niveau du 1er cycle et éventuellement au niveau des 2e et 3e cycles, recherches et service à l'Université.

Salaire: Selon la convention collective et l'expérience.

Date d'entrée en fonction: 1er juillet 1991.

Date limite de candidature: 15 décembre 1990.

Envoyer lettre de candidature, curriculum vitae à jour, et faire parvenir directement le nom de trois répondants à M. John Crozier, Directeur, Département de psychologie, Collège Glendon, Université York, 2275 Bayview Avenue, Toronto, Ontario, M4N 3M6.

L'Université York applique une politique d'équité en matière d'emploi et encourage les candidatures de professeurs. Conformément aux exigences d'Immigration Canada, cette annonce s'adresse aux citoyens canadiens et résidents permanents. Poste sous réserve d'approbation formelle de l'Université.